

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Comme-cela-leur-chante-aux-Etats-Unis-Antonio-Caballero>

Comme cela leur chante [aux Etats-Unis]. Antonio Caballero

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : samedi 15 août 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Quand ils ont voulu virer Noriega, ils l'ont désigné comme narcotraffiquant. Et pour le capturer, ils ont bombardé la ville de Panama depuis la base Howard.

La thèse du gouvernement [colombien] est que la souveraineté consiste à céder la souveraineté. Et oui, bon : paradoxalement, cette cession constitue un acte souverain. Pour céder quelque chose, il est nécessaire de l'avoir. Dans la Rome antique, et aussi aux États-Unis aux temps de la colonisation de l'Ouest sauvage, on a fréquemment vu le cas d'hommes libres qui se vendaient à un riche en qualité d'esclaves pour une période déterminée, et parfois pour la vie. L'esclavage volontaire n'est pas un état particulièrement respectable, mais enfin : chacun met son honneur où chacun il veut.

Alors bien, ces choses, il faut les expliquer. Pour ce qui est des bases américaines sur le territoire colombien, ce n'est pas un « accord transparent », comme le qualifie le général Freddy Padilla, le commandant des Forces Militaires [colombiennes]. Il ne l'est tellement pas, que le président Álvaro Uribe a eu à entreprendre une tournée précipitée dans sept pays amis pour l'expliquer en personne aux présidents lors de réunions à huis clos, en revanche il n'a pas voulu donner les mêmes explications en public, comme le lui demandaient les présidents du Brésil et du Chili au sommet de l'Union des Nations Suraméricaines (Unasur) qui s'est tenu ces jours-ci à Quito. Mais là où il faut donner des explications, ce n'est pas ni publiquement devant l'Unasur, ni en privé à Lima ou à Asunción, mais ici [en Colombie].

Cet accord que le général qualifie de « transparent » bien qu'il soit secret, il faut l'expliquer aux citoyens colombiens, et non aux présidents étrangers. Et en premier lieu, à leurs représentants au Congrès de la République, comme le prévoit la Constitution, ce pauvre papier avec lequel, le président Uribe et ses courtisans nettoient périodiquement leurs hontes. Sans doute le Congrès, qui est uribiste et à genoux, approuverait la cession de la souveraineté si on lui demandait. Mais le considérer avec dédain comme si c'était réglé équivaut à souligner d'avance l'inutilité du Congrès, réduit au rôle de payer un salaire à ses membres pour qu'ils paraphent les initiatives du Président : de là, à le fermer il n'y a pas qu'un pas (et la fermeture constituerait une économie importante pour les veines ouvertes de la dépense publique). De même qu'il n'y a qu'un pas pour arriver à nommer par décret un Fiscal et un Procureur au lieu de l'ennuyeuse méthode actuelle qui revient à présenter aux Cours des listes imprésentables. Et un pas de celui qui amène à fermer aussi les tribunaux, au lieu d'avoir à recourir à de fastidieux recours pour ne pas respecter leurs jugements.

Ce seraient des petits pas que, sans doute, l'opinion *uribiste* applaudirait les yeux fermés (et la bouche aussi : c'est « une majorité silencieuse »). Et pourquoi ne pas faire un autre pas supplémentaire, et aussi fermer la presse ? Ainsi serait évitée l'extravagance coûteuse de faire des tournées « muettes » d'explication, comme celles qui excluent les déclarations publiques. Parce que : comment faire des déclarations publiques sur des traités secrets ?

Celui-ci est tant secret que même le Congrès ne connaît pas la contre-partie-celle des Etats-Unis. Ou, du moins, on n'est pas au courant qu'il le connaisse. L'ex-ministre de la Défense Juan Manuel Santos ne le connaissait pas non plus, à moins qu'il ne mentait délibérément quand il assurait, il y a un an, qu'il n'y aurait pas de bases. Et apparemment le nouveau ministre ne le connaît pas non plus, lui qu'ils n'ont même pas invité à la Conférence sur Sécurité de l'Amérique du Sud convoquée à Carthage, en collaboration avec les Forces Militaires de la Colombie et le Commando Sud des États-Unis. (De ce commando vient le mot « Sud » du titre de la conférence, qui s'appelle en anglais « *SouthSec* »).

Ce fut là-bas, dans les salons du Santa Clara *Luxury Hotel*, que le général Padilla *The Lionheart* a laissé filtrer

Comme cela leur chante [aux États-Unis]. Antonio Caballero

l'information sensible sur le fait que les bases à dispositions des États-Uniens en Colombie sont déjà livrées et qu'elles ne seront pas trois ou cinq, comme on l'avait fait croire à l'origine, mais sept : deux navals, deux terrestres et trois aériennes. Et il a ajouté de façon sibylline que « personne en dehors des terroristes et des narcotrafiquants ne doit craindre cet accord ».

Mais, qui définit qui est un « terroriste » et qui est un « narcotrafiquant » ? Les États-Unis. Et comment ? Comme cela leur chante, conformément à ce que leur dictent leurs intérêts. Les exemples sont multiples. Pour en prendre un géographiquement voisin : quand ils ont voulu se débarrasser du général panaméen Noriega qui était devenu gênant pour eux après avoir rendu pendant des années des services inavouables à la solde de la CIA, ils l'ont qualifié tout d'un coup de narcotrafiquant. Et pour le capturer, ils ont bombardé la ville de Panama depuis la base Howard qu'alors ils dirigeaient amicalement, bien sûr, sur son territoire. C'est pourquoi sont fondées les craintes des Présidents du Venezuela et de l'Équateur : leur voisinage avec les bases étasuniennes en Colombie les met à portée de tir. Et ont aussi raison ceux du Brésil, d'Uruguay et de Bolivie et du Paraguay et d'Argentine et du Chili : tous ces pays ont souffert des dictatures féroces imposées et appuyées par les États-Unis. Ils savent par expérience - comme l'a dit la présidente chilienne Michelle Bachelet, torturée dans les prisons de Pinochet - que les amis étasuniens ne sont pas de confiance.

Et peut-être que le président Uribe a aussi raison, de son propre point de vue : avec la cession des bases militaires, il veut acheter leur appui. Comme Franco avait fait en Espagne. Et grâce à cela, il est mort quarante ans plus tard comme le veut Uribe : dans son lit, et au palais.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi

[Semana](#) . Colombie, le 15 août 2009.